NOTE D'ALERTE

SITUATION AGROPASTORALE 2026-2027 EN AFRIQUE DE L'OUEST ET SAHEL

AGIR MAINTENANT POUR PROTÉGER LES MOYENS D'EXISTENCE ET PRÉVENIR L'AGGRAVATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Publiée le 13 octobre 2026

Les signaux d'alerte s'accumulent en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Alors que la région compte déjà près de 57 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la soudure 2026 selon les analyses du Cadre Harmonisé de mars 2026, le bilan à mi-parcours de la campagne agropastorale 2026-2027 révèle des risques importants de déficits de production. Les ressources pastorales se dégradent et les ménages les plus précaires sont de plus en plus exposés. Réunis du 14 au 16 septembre 2026, dans le cadre de la concertation régionale du Dispositif Régional de Prévention et de Gestion des Crises (PREGEC), les expert·es nationaux et régionaux des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest soulignent l'impact combiné de l'irrégularité des pluies liée au phénomène El Niño, de l´insécurité, des perturbations économiques et des contraintes d'accès aux marchés, sur les moyens d'existence des populations rurales déjà très fragiles.

DES RÉCOLTES INCERTAINES DANS LES ZONES LES PLUS FRAGILES

Malgré les efforts des gouvernements, avec l´appui de leurs partenaires nationaux et internationaux, pour soutenir la production agricole, la campagne reste marquée par des séquences sèches prolongées et une forte variabilité des précipitations. Les perspectives agricoles apparaissent particulièrement préoccupantes au Tchad, en Mauritanie, au Niger et au Cap Vert, où des déficits de rendement sont probables. Ces risques pourraient encore être aggravés par les inondations, l'insécurité, les attaques phytosanitaires et les pertes post-récolte. Pour des millions de ménages dépendant de l'agriculture pluviale, une mauvaise campagne signifierait une réduction des stocks alimentaires, une baisse des revenus et un recours accru à des stratégies d'adaptation négatives. La finalisation rapide du bilan de la campagne agricole et son articulation avec les prochaines analyses du Cadre Harmonisé seront déterminantes pour affiner les zones à risque et déclencher suffisamment tôt les mesures d'anticipation et de réponse.

UNE CRISE PASTORALE SILENCIEUSE DANS L'EST DE LA RÉGION

Après deux années globalement exceptionnelles en 2024 et 2025, marquées par des conditions pastorales favorables à l´échelle régionale, la campagne pastorale 2026-2027 est marquée par une dégradation des ressources fourragères. Si la situation reste proche de la moyenne dans une grande partie de la région, elle est particulièrement préoccupante dans certaines zones,

notamment dans l'est du Niger (Diffa, Zinder, Agadez) ainsi que dans le bassin du Lac Tchad, en passant par le Kanem, le Batha, le Wadi Fira, le Lac et l'Ennedi au Tchad. Dans ces zones, cette dégradation fait peser des risques croissants sur les moyens d´existence des ménages pastoraux et agropastoraux. Cette rupture brutale des conditions pastorales annonce une période de soudure particulièrement difficile dans des zones déjà fragilisées par la sécheresse, l'insécurité et la pression croissante sur les ressources naturelles. Les réserves fourragères insuffisantes risquent d'entraîner une dégradation rapide de l'état d'embonpoint du cheptel, une baisse de la production laitière et une augmentation des coûts supportés par les éleveurs pour maintenir la viabilité du bétail.

Pour les familles pastorales, la perte d'un animal dépasse la seule perte économique : elle réduit l'accès au lait, fragilise les revenus et compromet la capacité à se relever. Protéger le cheptel dès maintenant, c'est aussi protéger l'alimentation des enfants et prévenir l'aggravation de la malnutrition.

La baisse de la production laitière et les pertes de cheptel menacent les revenus, l'alimentation et la résilience des ménages, tandis que les transhumances précoces et massives accentuent la pression sur les ressources pastorales et les risques de tensions entre communautés pastorales et agropastorales. Dans le bassin du Lac Tchad, l'est du Niger, le Tchad oriental et les zones frontalières avec le Soudan, où l'insécurité limite déjà l'accès aux ressources, la convergence des déficits fourragers, des contraintes de mobilité et de la fragilité des marchés pourrait précipiter des milliers de personnes dans une vulnérabilité accrue.

En Mauritanie, bien que la pluviométrie soit globalement moyenne à normale, sa forte variabilité spatio-temporelle et les longues pauses pluviométriques observées dans plusieurs wilayas du sud ont affecté le développement des pâturages et limité la production de biomasse. Des déficits de végétation persistent notamment dans les deux Hodh, faisant craindre un épuisement précoce des ressources fourragères et une dégradation des conditions pastorales si les pluies de fin de saison restent insuffisantes.

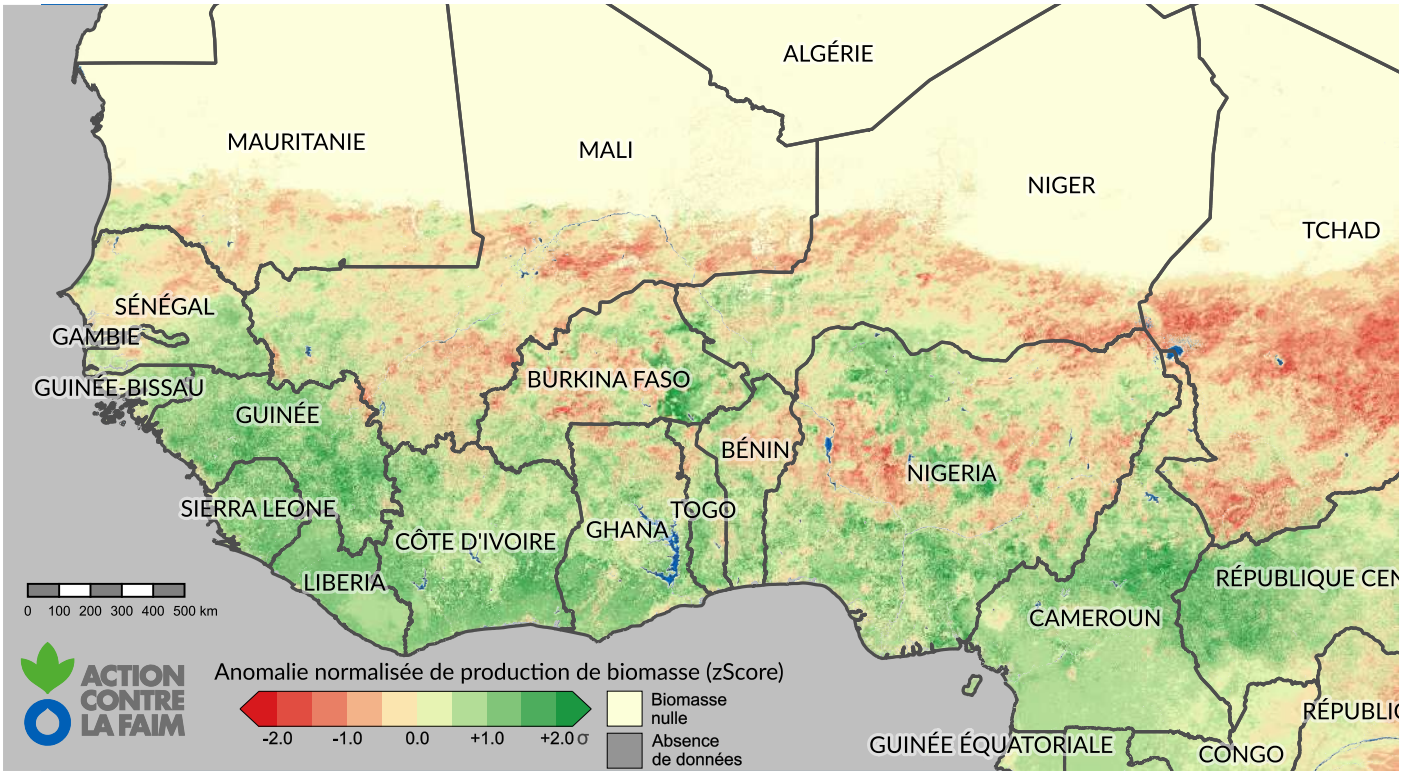
AGIR AVANT QUE LA CRISE NE S'AGGRAVE

Les conclusions du PREGEC convergent vers un même message : il faut agir avant que la crise ne s'aggrave. Les prochains mois seront déterminants pour anticiper la période de soudure, mesurer l'ampleur réelle des besoins à travers les prochaines analyses du Cadre Harmonisé, prépositionner les ressources nécessaires et soutenir les moyens d'existence des ménages les plus exposés.

En 2026, les plans de réponse humanitaire restent fortement sous-financés dans plusieurs pays affectés, avec seulement 15 % des besoins financés au Niger, 23 % au Mali et 20 % au Burkina Faso. Ce déficit de financement limite la capacité à anticiper les crises et souligne l'urgence de mobiliser des ressources suffisantes et flexibles pour protéger les moyens d'existence avant une nouvelle dégradation de la situation.

Carte des écarts de production de biomasse par rapport à la moyenne 1999-2025 (fin août 2026)

Élaborée à partir de produits du service européen Copernicus Land Monitoring Service



Source : Geosahel.info

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ ET À L'INVESTISSEMENT PRÉCOCE

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel approchent d'un point de bascule critique. La combinaison des déficits probables de production agricole, de la dégradation des conditions pastorales notamment dans le bassin Est de la région, des déplacements forcés et de l'insécurité alimentaire croissante menace les acquis de résilience de millions de ménages. Face à cette convergence des risques, les partenaires techniques et financiers doivent agir avant que la crise n'atteigne son pic.

AUX ÉTATS ET AUX INSTITUTIONS RÉGIONALES

Action contre la Faim appelle les gouvernements et les organisations régionales à transformer rapidement les résultats du Cadre Harmonisé en plans nationaux de réponse budgétisés et opérationnels avant la prochaine période de soudure.

Il est également essentiel de garantir un accès sûr et sans entrave aux populations les plus vulnérables ainsi qu'aux zones agricoles et pastorales, tout en facilitant la mobilité des éleveurs, l'accès aux marchés, aux pâturages et aux points d'eau.

Enfin, une coordination renforcée entre autorités, organisations régionales, communautés et partenaires humanitaires est indispensable pour assurer des réponses rapides, cohérentes et efficaces avant l'épuisement des stocks alimentaires et des ressources fourragères.

Cette mobilisation doit être pilotée par les autorités nationales, avec la participation effective des acteurs locaux et pastoraux. Une coordination régionale renforcée est également essentielle pour garantir une transhumance sécurisée, préserver l'accès aux ressources pastorales et prévenir les tensions transfrontalières.

AUX BAILLEURS ET AUX PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

Action contre la Faim appelle les partenaires techniques et financiers à mobiliser rapidement des financements suffisants, prévisibles et flexibles afin d'accélérer le passage de l'alerte à l'action.

Ces ressources doivent soutenir les systèmes d'alerte précoce, les campagnes agricoles de contre-saison, la distribution anticipée d'intrants, la protection du cheptel et les interventions précoces en sécurité alimentaire et nutrition.

Des modalités adaptées aux contraintes d'accès sont également nécessaires pour permettre aux acteurs locaux d'intervenir à temps dans les zones les plus vulnérables, avant une dégradation plus profonde et plus coûteuse des moyens d'existence. Ces financements doivent soutenir une réponse intégrée combinant protection des moyens d'existence, sécurité alimentaire, accès aux services essentiels et prévention et traitement de la malnutrition, en ciblant prioritairement les populations les plus vulnérables.

Des financements flexibles et accessibles aux organisations locales sont indispensables pour garantir une réponse rapide et adaptée, notamment dans les zones difficiles d'accès.

Action contre la Faim appelle les États, les institutions régionales et les bailleurs à mobiliser dès maintenant les ressources nécessaires dans les zones les plus exposées. L'alerte doit déclencher l'action avant l'épuisement des pâturages, la vente contrainte du cheptel et la dégradation de l'état nutritionnel des populations.

CONTACTS DU BUREAU REGIONAL

Fanta Touré Diop, Représentante régionale
ftoure@wa.acfspain.org

Youssouf Kane, Conseiller régional en sécurité alimentaire et moyens d'existence
ykane@wa.acfspain.org

Financé par l'Union européenne